

FEDERATION GENEVOISE DE COOPERATION

Mettons le monde en mouvement

Développement

La coopération à l'épreuve de la pandémie de Covid-19

Pour continuer à soutenir les bénéficiaires, les ONG ont rapidement adapté leurs projets.

Catherine Dubouloz Chantre

La pandémie de Covid-19 entraîne la première hausse de la pauvreté dans le monde depuis deux décennies: en 2020, plus de 71 millions de personnes vont basculer dans l'extrême pauvreté et vivre avec moins de 1,9 dollar par jour. Globalement, le taux de pauvreté devrait atteindre 8,8%, ce qui représente près de 800 millions de personnes. En parallèle, près de 690 millions de personnes dans le monde souffrent de la faim, auxquelles pourraient s'ajouter jusqu'à 132 millions de personnes en 2020. Les conséquences de la pandémie au niveau mondial commencent à être documentées par les organisations onusiennes. Leurs premiers rapports (*voir l'encadré ci-dessous*) montrent des impacts sociaux, sanitaires et économiques profonds dans les pays du Nord et plus encore dans les pays du Sud, où les populations vulnérables sont particulièrement touchées.

Baisses de revenu

Celles et ceux qui travaillent dans l'économie informelle - les vendeuses et vendeurs de rue, les travailleuses domestiques ou le personnel agricole par exemple - su-



La population des villes a été la plus touchée par la pandémie et ses conséquences socio-économiques, comme ici à Lagos au Nigeria. WFP/DAMILOLA ONAFUWA

bissent avec force les mesures restrictives de type (semi) confinement qui ont entraîné de soudaines et brutales baisses de revenu, provoquant des difficultés pour manger et se soigner. Sans compter les complications pour respecter les gestes barrières lorsque l'accès à l'eau et aux produits désinfectants est difficile et cher, et le problème de rester chez soi lorsque les conditions de logement sont précaires. La pandémie a ainsi posé une lumière crue sur les inégalités et agit comme un révélateur des dysfonctionnements socio-économiques et de la faiblesse de certains services publics: systèmes de soins, distribution d'eau, protection sociale. La réalisation des 17 Objectifs de développement durable (ODD) d'ici à 2030 en est rendue encore plus difficile, souligne le secrétaire général des Nations Unies, Antonio

Guterres, dans le rapport 2020 sur les ODD.

En Amérique latine, en Afrique, en Asie, les projets de développement menés auprès des populations vulnérables se sont adaptés à la nouvelle situation. Parfois stoppés dans un premier temps en raison du confinement, ils ont été rapidement ajustés pour continuer à soutenir les bénéficiaires. Les ONG genevoises ont largement eu recours aux technologies en ligne pour rester en contact avec leurs partenaires locaux par visioconférence; cela a permis de renforcer les liens, par exemple en ouvrant la participation à des débats ou des formations à distance nouvellement mises en place.

Les ONG partenaires ont aussi fait preuve d'une grande réactivité. Elles ont mis en place des mesures de protection de leur

personnel et des bénéficiaires, elles ont contribué à fournir masques, savons, gel et installations mobiles pour l'hygiène des mains. Les médias locaux et les radios communautaires, très présentes en Amérique latine et en Afrique, ont été mis à contribution pour mener des campagnes de sensibilisation aux gestes barrières adaptées au contexte local, dans des langues autochtones notamment: des vecteurs indispensables dans les régions rurales où les populations n'ont ni ordinateurs, ni tablettes, ni accès à internet. Dans certaines zones des Andes péruviennes, par exemple, les radios locales ont permis d'assurer un suivi éducatif, les écoles étant fermées depuis le printemps.

Les ONG actives dans le domaine de la santé se sont particulièrement mobilisées afin que les

populations à risque qu'elles suivent (femmes enceintes, jeunes mamans, personnes atteintes du sida, du cancer ou de la lèpre) puissent se protéger et pour éviter les interruptions de traitement des malades (*lire en page suivante*).

L'agroécologie s'est quant à elle imposée comme un facteur de résilience: les projets dans le domaine de la souveraineté alimentaire ont démontré l'importance pour les populations vulnérables de pouvoir cultiver leurs propres légumes, fruits et autres produits alimentaires destinés à la consommation de leur famille et à dégager quelques revenus complémentaires. La capacité à produire une nourriture saine et variée a ainsi permis à certaines familles rurales de traverser la crise avec moins de difficultés que les habitants et habitantes des villes, lesquelles connaissent une forte concentration des cas de Covid-19.

Développement durable

Cette crise met en évidence l'apport de la coopération au développement. Le Message fédéral sur la stratégie de coopération internationale de la Suisse pour les années 2021-2024, accepté par les Chambres fédérales en septembre, prévoit d'ailleurs un budget pour la période de 11,5 milliards de francs; 6,6 milliards sont prévus pour la coopération au développement qui vise à améliorer les conditions de vie à long terme des bénéficiaires en répondant à leurs besoins essentiels.

La pandémie souligne également la vulnérabilité d'un monde globalisé et l'urgence de se réorienter vers un développement plus durable au bénéfice de l'ensemble de l'humanité, dans le cadre de l'Agenda 2030 des Nations Unies. Les politiques de développement et les projets des ONG genevoises en partenariat avec des ONG du Sud représentent l'un des leviers pour y parvenir.

Adaptation et résilience



Catherine Schümperli Younossian
Secrétaire générale de la FGC

Le monde fait face depuis plusieurs mois à une crise illustrant le destin commun qui lie les 7,7 milliards d'habitantes et habitants de la planète. Destin commun certes, mais réalités différentes en fonction de son lieu de vie - pays, milieu urbain ou rural - et surtout de sa situation socio-économique. Comme souvent dit, le coronavirus a mis en lumière les inégalités, celles-là mêmes que la coopération internationale au développement cherche à atténuer.

En Suisse, le parlement a adopté fin septembre la Stratégie de coopération internationale pour 2021-2024. Lors des débats aux Chambres, la crise du coronavirus a été omniprésente. Pour les uns, elle est la preuve de l'importance accrue de la coopération, pour les autres, minoritaires, un risque financier de plus. Au final, les députés et députés ont saisi les enjeux de cette crise planétaire et ont finalement voté le crédit doté de 11,25 milliards pour une période de quatre ans.

Parmi la palette d'outils de la coopération suisse figure le soutien aux organisations non gouvernementales (ONG). Comment les ONG suisses et leurs partenaires locaux en Afrique, Amérique latine ou encore en Asie ont-ils fait face à l'avancée de la contagion et aux mesures sanitaires imposées dans de nombreux pays?

Relevons en premier lieu que la conduite des projets se poursuit en intégrant de nouvelles modalités et en s'adaptant à la situation sanitaire par des mesures innovantes: promotion des gestes barrières en langues autochtones, enseignement à distance par les radios locales, renforcement des actions de santé communautaire et du soutien à l'agriculture familiale afin d'augmenter l'autonomie alimentaire, etc. Cette belle réactivité des ONG, au Nord comme au Sud, dénote une grande créativité et une encourageante résilience. Pourtant la situation a un impact important sur les relations entre les différents partenaires (adaptation des projets aux nouvelles circonstances, missions reportées, difficultés de déplacement sur le terrain, etc.). L'usage accru de techniques digitales, notamment les visioconférences, a permis de maintenir le contact, voire de le renforcer par des échanges plus réguliers. À n'en pas douter, cette manière de travailler va faire évoluer durablement la nature de leurs relations. Plus que jamais, il faut œuvrer pour un monde plus juste et plus résilient. Un modèle de développement basé sur la capacité de répondre aux besoins essentiels des populations, d'une ampleur inégalée comme en témoignent les chiffres de l'ONU. La sortie de crise ne pourra pas se faire sans des gestes forts de solidarité accompagnés de moyens financiers adéquats.

15 OCTOBRE Table ronde

Coronavirus: quel impact sur la coopération?

Les impacts sanitaires, sociaux et économiques de la pandémie du Covid-19 et des mesures mises en place pour la combattre auront de lourdes conséquences dans les années à venir. Les populations les plus vulnérables sont particulièrement concernées car la crise a exacerbé les inégalités existantes. En partenariat avec le Global Studies Institute de l'Université de Genève, la Fédération genevoise de coopération (FGC) ouvre la discussion sur les conséquences de la pandémie en matière de coopération et de politiques de développement, sur leur mise en œuvre dans les

pays du Sud, sur l'évolution de la stratégie de coopération de la Suisse, ainsi que sur les enjeux relatifs aux droits humains tels que le droit à l'alimentation, au logement ou à l'éducation. Après les mots d'accueil et l'introduction par **Didier Péclard**, directeur du master en Études africaines au Global Studies Institute de l'Université de Genève, et **René Longet**, président de la FGC, la table ronde réunira: **Catherine Schümperli Younossian**, secrétaire générale de la FGC; **Christian Frutiger**, vice-directeur à la Direction du développement et de la coopération (DDC) du DFAE et chef du do-

maine de la coopération globale; **Melik Özden**, directeur du CETIM à Genève; **Noël Zankone**, coordinateur national de l'association E-Changer au Burkina Faso. Modération: **Carmen Delgado Luchner**, post-doctorante en Études africaines au Global Studies Institute.

Uni Bastions (5, rue De-Candolle), Salle B106, 15 octobre 2020, de 18 h à 20 h 30.
Inscription: inscription.fgc.ch
Infos: www.fgc.ch
Retransmission en direct sur www.youtube.com/c/UniversitedeGeneveUNIGE

En chiffres

- 71 millions de personnes de plus vivront dans l'extrême pauvreté (avec moins de 1,9 dollar par jour) en 2020.
- 60%, voire 81% dans certaines régions: c'est l'estimation de la chute du revenu des travailleuses et travailleurs du secteur informel durant le premier mois de la crise.
- 1,6 milliard de travailleuses et travailleurs assurent leur subsistance et celle de leur famille dans l'économie informelle.
- Plus de 1 milliard de personnes vivent dans des bidonvilles et sont de ce fait particulièrement vulnérables au Covid-19 car sans logement convenable, eau courante, sanitaires individuels

ou système de gestion des déchets.

- 3 milliards de personnes dans le monde n'ont pas d'installation pour se laver les mains à la maison.
- Entre 83 et 132 millions de personnes pourraient s'ajouter au nombre de personnes sous-alimentées dans le monde en 2020.
- Moins de 50% de la population mondiale est couverte par des services de santé essentiels.
- Au moins 500 millions d'enfants et de jeunes n'ont pas accès aux solutions d'enseignement à distance.

Source: Rapport sur les objectifs de développement durable 2020 des Nations Unies.

Sur le terrain

Quel accès aux soins au temps du virus?

Les ONG mettent en place des stratégies pour continuer à fournir des services de santé.

Elena Sartorius

Le coronavirus a mis le monde sens dessus dessous. Les hôpitaux ont été très affectés, et dans les pays en développement, la crainte d'un effondrement des systèmes de santé fragiles reste présente. Les ONG spécialisées dans la santé, qui travaillent auprès de personnes particulièrement à risque de complications dues au coronavirus (personnes atteintes de cancer ou de la lèpre, femmes enceintes, personnes vivant avec le VIH) ont dû être très réactives. Les organisations membres de la Fédération genevoise de coopération (FGC) évoquent leurs stratégies pour garantir l'accès à la santé des plus vulnérables, en veillant à garantir un maximum leur sécurité.

Adapter les projets

«Dans la coopération au développement, le plus important, c'est l'adaptabilité», affirme la doctoresse Nicole Curti, médecin en santé publique et spécialiste santé auprès d'Enfants du Monde. Cela implique de prendre en considération les spécificités locales, car la propagation de l'épidémie dépend de facteurs politiques, économiques, géographiques, démographiques, sociaux et culturels. Pour éviter une interruption des soins, les organisations ont très vite fourni masques, gants et désinfectant aux hôpitaux, en mettant l'accent sur leur usage correct. Le lavage des mains étant un défi dans de nombreux pays en développement, comme l'Afghanistan, le Cambodge, Haïti ou le Mali, elles ont aussi distribué du savon et des seaux d'eau.

Quand les soignants étaient occupés à répondre au Covid, les ONG ont trouvé des solutions pour la prise en charge d'autres maladies. En Amazonie équatorienne, l'oncologue n'étant plus disponible, la Centrale sanitaire Suisse romande (CSSR) a financé le transport vers les grandes villes de personnes atteintes de cancers, liés à la pollution causée par l'extraction pétrolière. Elle a aussi fait installer des bornes internet et fourni des abonnements illimités aux agents de santé pour des consultations virtuelles. En Afrique de l'Ouest, les Jardins de



Dans les hôpitaux et les centres de santé soutenus par Enfants du Monde en Haïti. Des mesures de protection contre le virus y ont été prises (photos du haut et de droite). ENFANTS DU MONDE

«En Afrique de l'Ouest, la population et le personnel médical ont l'habitude de répondre à des épidémies, de par leur expérience avec Ebola et le VIH-Sida. Pour eux, adapter les projets au Covid-19 était une évidence»

Brigitte Studer, Jardins de Cocagne - Solidarité Nord et Sud

Cocagne - Solidarité Nord et Sud ont également soutenu le transport de personnes vivant avec le VIH. Celles-ci ont reçu un stock de médicaments pour plusieurs mois afin d'éviter une interruption de leur traitement.

Les ONG ont cependant constaté une baisse des consultations par crainte du coronavirus. Elles ont donc redoublé d'efforts dans la sensibilisation du personnel soignant et des communautés,

en mettant l'accent sur les gestes barrières. Internet étant souvent inaccessible aux plus démunis, les messages de prévention sont relayés oralement par les leaders communautaires, à la radio, ou par des «sound trucks», des véhicules publicitaires aux énormes haut-parleurs. Au Pérou, l'association Kallpa, qui travaille dans l'éducation sexuelle des adolescents et adolescentes, a développé des podcasts pour les jeunes et des «radionovelas», des feuilletons radio, pour leurs parents.

Réseaux sur le terrain: un atout

La mise en place rapide de ces mesures et leur acceptation ont été possibles grâce aux liens tissés au fil des projets par les ONG sur le terrain: organisations et autorités locales, soignants, familles, églises, écoles, universités. Pour les Jardins de Cocagne - Solidarité Nord et Sud, les liens remontent à la fin des années 1990. Brigitte Studer, la présidente, souligne l'expérience des pays comme le Sénégal, le Mali ou la Mauritanie dans la gestion des maladies transmissibles, qui expliquerait la faible taux de contaminations au coronavirus dans la région: «En Afrique de l'Ouest, la population et le personnel médical ont l'habitude de répondre à des épidémies, de par leur expérience avec Ebola et le VIH-Sida. Pour eux,

adapter les projets au Covid-19 était une évidence.»

Pour des vaccins et des traitements abordables

L'accès des populations vulnérables aux futurs vaccins et traitements contre le Covid, à un prix abordable, est une préoccupation majeure des organisations. «Les ONG ont bien un rôle à jouer, notamment à travers le plaidoyer», affirme Simone Arcila, chargée de programme pour l'Amérique latine et les Caraïbes auprès d'Enfants du Monde. En Haïti, l'ONG est connectée à la plateforme CLIO, qui interpelle l'État sur les efforts entrepris pour fournir des traitements à la population. En Suisse, les activités de plaidoyer se font à travers le réseau de santé Medicus Mundi, ainsi qu'auprès de l'OMS et de la DDC.

La pandémie a en effet exacerbé les disparités en matière d'accès à la santé et rappelé que ce sont les populations vulnérables qui paient le prix le plus élevé lorsque la santé ou l'économie, fortement liées, sont affectées. Les organisations de développement ont démontré que leur flexibilité, les réseaux développés sur le terrain, leur approche holistique, tout comme le travail de sensibilisation auprès des autorités locales permettent d'avoir un effet positif pour les populations à risque lors d'une crise sanitaire.

Christian Frutiger

«Il faut une mobilisation de tous les acteurs»

Quelles conséquences la pandémie aura-t-elle sur la coopération? Les réponses de Christian Frutiger, vice-directeur à la Direction du développement et de la coopération du DFAE et chef du domaine de la coopération globale.



En raison de la pandémie, l'ONU annonce un retard dans l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD), notamment ceux qui visent l'éradication de la pauvreté et de la faim en 2030. La communauté internationale compte-t-elle revoir ces objectifs?

Il est encore trop tôt pour le dire. Une grande partie des réponses à apporter à la crise du Covid-19 sont contenues dans l'Agenda 2030 et ses ODD. Il est ainsi d'autant plus important de s'atteler à réaliser cet agenda. Il reste dix ans pour le faire. À ce stade, il est important de maintenir le cap avec quelques ajustements. Cette crise est une crise mondiale, une crise de santé mais aussi une crise socio-économique qui touche l'ensemble des États. Certains pays ont eu des réponses nationales, mais des réactions de solidarité internationale et une reconnaissance de l'importance du système multilatéral se sont aussi manifestées.

À quels ajustements pensez-vous?

La crise du Covid-19 exacerbe les problématiques déjà existantes, comme les inégalités. Elle souligne les faiblesses des systèmes, celles des systèmes de santé notamment. Nous avons vu que les populations les plus vulnérables et les couches sociales les plus faibles ont été frappées de manière disproportionnée par la pandémie. Même dans les pays industrialisés. Nous avons donc du chemin à faire pour des systèmes de santé plus résilients et accessibles à tous.

Rédigée avant la pandémie, la Stratégie de coopération internationale de la Suisse pour 2021-2024 prévoit des crédits-cadres pour 11,25 milliards de francs suisses. Faut-il l'adapter?

La Stratégie de coopération internationale 2021-2024 a en effet été rédigée avant la période du Covid-19, mais la réaction aux crises est au centre de notre mandat. Nous nous adaptons toujours à la réalité de chaque pays ou du contexte et cherchons la meilleure façon d'intervenir. La stratégie donne des orientations et des principes, mais ne fixe pas à l'avance nos interventions. Notre réaction à la crise du Covid-19 le démontre: beaucoup de nos programmes ont été adaptés, des appuis additionnels ont été décidés par le Conseil fédéral et le parlement. Nous prendrons en compte le Covid-19 dans la mise en œuvre de la stratégie 2021-2024 et sa flexibilité nous le permet.

Comment la DDC gère-t-elle la crise en lien avec les projets qu'elle soutient?

Sur le plan international, nous avons soutenu l'ONU, le Mouvement international de la Croix-Rouge, du Croissant-Rouge, mais aussi l'OMS et les organisations développant des tests, des médicaments et des vaccins. Nous avons également fourni du

matériel médical dans de nombreux pays, adapté les projets en cours et lancé de nouvelles initiatives pour faire face aux conséquences de la crise et soutenir les populations les plus vulnérables. Par exemple en Haïti, nous nous sommes engagés de manière encore plus conséquente dans la production agricole pour assurer la sécurité alimentaire. Au Niger, dans le cadre de son appui aux médias, la Suisse soutient le Studio Kalangou pour la diffusion dans tout le pays de messages de sensibilisation et de prévention au Covid-19 par un réseau de radios locales; ce programme radiophonique de la Fondation Hironnelle bénéficie d'un financement de la DDC. La DDC a aussi contribué au Fonds national tanzanien d'action sociale, qui constitue un mécanisme de protection sociale pour les plus vulnérables.

Quelle peut être la contribution des ONG à la résolution de la crise sur le terrain?

Résoudre cette crise nécessite une mobilisation globale des acteurs étatiques, de la société civile avec les ONG, des milieux académiques et du secteur privé. Les ONG sont d'importantes actrices de la coopération internationale et beaucoup de nos organisations partenaires sont restées présentes dans leur pays d'intervention pendant la crise. La DDC met en œuvre environ un tiers de ses programmes par l'intermédiaire d'ONG suisses et internationales. Nous nous sommes aussi appuyés sur elles pour notre réponse au Covid-19. Le rôle des ONG est important car elles sont proches des communautés sur le terrain et connaissent leurs besoins et leurs vulnérabilités.

Les partenaires des ONG dans les pays du Sud craignent des baisses de budget au vu des investissements publics nécessaires dans les pays du Nord pour faire face à la crise, quelle évolution anticipez-vous?

Il est vrai que les budgets sont sous pression. Mais je constate plusieurs tendances différentes: certains pays estiment important de maintenir ou même d'augmenter leurs engagements en faveur des pays du Sud en cette période particulière; d'autres estiment que leurs efforts doivent se concentrer en priorité sur leurs défis nationaux. Nous aurons une vision plus claire des tendances dans quelques mois. S'agissant de la Suisse, elle doit jouer son rôle à travers une prévisibilité du financement des ONG et du système multilatéral. C'est pour cela que l'adoption de notre stratégie 21-24 au milieu de la crise du Covid-19 est aussi un signal très important de la Suisse vers d'autres donateurs. Il n'y a pas de solution miracle, la crise va nous accompagner encore un bon moment. Nous devons tous nous mobiliser, acteurs gouvernementaux et de la société civile, pour la contre-carrier et en minimiser l'impact.

Propos recueillis par Catherine Dubouloz Chantre